

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 11 JUILLET 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 22/440</b>		
<b>RESILIATION DU MARCHE DE TRAVAUX N°22RL20 - LOT 9 - POUR LE PROJET DU PÔLE D'ECHANGE MULTIMODAL DE LA SEYNE-SUR-MER</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL.

**ABSENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Yannick CHENEVARD.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/440**

**BUREAU DU 11 JUILLET 2022**

**O B J E T : RESILIATION DU MARCHE DE TRAVAUX N°22RL20 -  
LOT 9 - POUR LE PROJET DU PÔLE D'ECHANGE  
MULTIMODAL DE LA SEYNE-SUR-MER**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et confirmant la compétence de plein droit de la Métropole en matière de « mobilité »,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16/12/2021 portant délégation au Président et au Bureau,

**VU** la décision du Tribunal Administratif de Toulon en date du 21 avril 2022 annulant l'arrêté du Préfet du Var du 26 juillet 2019 portant autorisation environnementale au titre de l'article L 181-1 du Code de l'Environnement, relative à la réalisation du pôle d'échanges multimodale de La Seyne-sur-Mer sur les communes de La Seyne-sur-Mer et Ollioules ainsi que l'arrêté du Préfet du Var du 26 juillet 2021 modifiant le précédent,

**VU** le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG Travaux – 2009) et notamment ses articles 46 et 47,

**CONSIDERANT** que le projet du pôle d'échanges multimodal a fait l'objet d'un marché de travaux constitué de 10 lots notifiés le 11 février 2020,

**CONSIDERANT** que ces travaux ont débuté le 21 septembre 2020 avant d'être suspendus le 27 octobre 2020 suite au dépôt d'un recours contentieux à l'encontre de l'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale,

**CONSIDERANT** que le Tribunal Administratif de Toulon a annulé, par une décision en date du 21 avril 2022, l'arrêté préfectoral autorisant les travaux susvisés,

**CONSIDERANT** que la relance du projet passerait soit par un appel de ladite décision avec une issue qui reste incertaine, soit par la reprise complète de la procédure réglementaire du projet ; dans les deux cas dans un délai minimum de 2 ans,

**CONSIDERANT** que le délai ci-dessus est incompatible avec le maintien de la suspension des travaux jusqu'à une date indéterminée,

**CONSIDERANT** que le marché n°22 RL 20 relatif au lot n°9 - Mobilier urbain du pôle d'échanges, bassins de rétention et prolongement de l'avenue Robert Brun sur les communes de La Seyne-sur-Mer et Ollioules contracté avec un groupement solidaire constitué des sociétés SAS Méditerranée Environnement et SAS IDVERDE dont la première est le mandataire, doit être résilié à la date du 20 juillet 2022 pour motif d'intérêt général conformément à l'article 46.4 du CCAG Travaux,

**CONSIDERANT** que le montant initial du marché est de 119 687,00 € H.T. et qu'aucun avenant n'est venu modifier ce montant,

**CONSIDERANT** qu'aucun début effectif des prestations de ce lot n'est intervenu ne donnant lieu de fait à aucun paiement sur ce marché,

**CONSIDERANT** que l'article 46.4 fixe une indemnité de résiliation de 5 % du montant initial du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues ; l'indemnité de résiliation de ce lot s'établit donc à 5% de 119 687,00 €, soit 5 984,35 € HT,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## ARTICLE 2

**DE RESILIER** le marché n°22 RL 20 relatif au lot n°9 - Mobilier urbain du pôle d'échanges, bassins de rétention et prolongement de l'avenue Robert Brun sur les communes de La Seyne-sur-Mer et Ollioules contracté avec un groupement solidaire constitué des sociétés SAS Méditerranée Environnement et SAS IDVERDE dont la première est le mandataire.

## ARTICLE 3

**D'APPROUVER** le décompte de liquidation du marché pour un montant de 5 984,35 € HT.

## ARTICLE 4

**DE DIRE** que ce montant sera réglé sur le budget annexe Transports 2022 (ou suivant), opération n° 42 283 et vaudra solde de tout compte.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 11 juillet 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR 14  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0

